

Penser le public des bibliothèques...

Les articles qui suivent viennent en réaction à l'article de Claude Poissenot publié dans le *BBF* n° 5-2001, intitulé « Penser le public des bibliothèques sans la lecture ? ». Le propos de Claude Poissenot, comme l'indique son titre provocateur, consistait à tenter d'expliquer la fréquentation des bibliothèques autrement que par la seule variable du « rapport à la lecture ». C'est donc à une autre variable, la « position occupée dans la hiérarchie des diplômes », qu'il s'est intéressé, dans une démonstration statistique concluant qu'il « existe bien, indépendamment de l'investissement dans la lecture, un effet de l'ancienneté de la fréquentation de l'institution scolaire [sur celle] des bibliothèques ». La bibliothèque, comme l'affirme Claude Poissenot, serait-elle « le lieu de la conservation et de la valorisation des idées plus que celui des savoir-faire » ? Plus, la non-fréquentation de certains publics serait-elle due à la distance qui sépare « leurs manières de catégoriser le monde de celles en vigueur dans cette institution » ? En bref, les bibliothèques publiques seraient-elles fermées aux publics qu'elles prétendent vouloir accueillir ? Le comité de rédaction a souhaité ouvrir le débat. Voici donc quelques réactions, suivies d'une réponse de Claude Poissenot.

À BONNE QUESTION, MAUVAISES RÉPONSES ?

Anne-Marie Bertrand

Direction du livre et de la lecture

L'article publié par Claude Poissenot dans le dernier numéro du *BBF* (« Penser le public des bibliothèques sans la lecture ? ») pose une bonne question, mais y apporte, me semble-t-il, de mauvaises réponses. C'est du moins ainsi que je m'explique à la fois l'intérêt et le malaise que j'ai éprouvés en le lisant. Bonne question : quelles sont les causes de la stagnation de la fréquentation des bibliothèques ? Mauvaises réponses : non seulement je n'ai pas trouvé la démonstration statistique convaincante, mais s'y ajoute une malheureuse propension à enfoncer des

portes ouvertes, ou à réinventer l'eau tiède – si la sociologie des publics me permet de l'appeler cavalièrement ainsi. Reprenons.

Une bonne question

Après des avancées rapides dans les années 1980, la fréquentation des bibliothèques municipales stagne depuis le début des années 1990. Mécaniquement, le nombre d'inscrits augmente avec l'ouverture de nouveaux équipements, mais le taux d'inscrits par rapport à la population desservie ne bouge plus : 18,1 % en

1991, 18,2 % en 1999 – alors que le gain avait été de 6 points dans la décennie 1980 (de 10 à 16 %). Ce constat a été fait depuis quelques années et nourrit le débat parmi les bibliothécaires : quelles sont les raisons de cet échec ? Comment y remédier ? L'analyse du fonctionnement des bibliothèques françaises, de leur offre documentaire, les enquêtes sociologiques, mais aussi la comparaison avec l'étranger ont fait apparaître plusieurs hypothèses : nombre d'établissements insuffisants, horaires d'ouverture trop faibles, inadéquation entre l'offre documentaire et la demande, érotisme des classifications et du jargon, offre trop abondante et difficilement maîtrisable... J'ai écrit là-dessus quelques textes, dont le plus récent (« Portrait de groupe avec (ou sans) bibliothèque », *Les Bibliothèques municipales et leurs publics*, BPI, 2001) est critiqué par l'article de Claude Poissenot : « *Nous souhaitons nuancer le caractère exclusif ou même central de l'explication de la fréquentation des bibliothèques par le rapport à la lecture. La venue des usagers ou leur absence à la bibliothèque ne dépendent pas seulement de leur rapport à la lecture*¹. » Comme la question est importante, j'ai souhaité répondre à son article et je remercie le *BBF* d'avoir provoqué ce débat.

De mauvaises réponses ?

On l'aura compris, je n'ai pas trouvé dans l'article de Claude Poissenot d'avancées susceptibles de nous éclairer mais, au contraire, des éléments générateurs d'une certaine confusion. Pour deux raisons différentes : d'une part une exploitation statistique dont la logique démonstrative ne convainc pas ; et de l'autre la

1. On voit dès cette phrase-programme les problèmes purement logiques que soulève la démonstration de Claude Poissenot : entre « exclusif » et « central » il y a un pas. Aurais-je écrit, sans m'en rendre compte, que la fréquentation des bibliothèques dépend « seulement » du rapport à la lecture ? Je ne le crois pas.

grande « découverte » des obstacles culturels.

Considérations statistiques

La démonstration ? Plusieurs éléments m'ont gênée. J'en évoquerai ici quatre, du plus bénin au plus sérieux.

D'abord, l'usage des chiffres locaux plutôt que des chiffres nationaux quand la démonstration l'exige : « *À titre d'exemple, à la médiathèque de Nancy, les prêts de disques représentent presque un tiers du volume total des prêts.* » (note 4) ; en moyenne nationale, ils en représentent 11,5 % (20,743 millions sur 180,555 en 1998). Ensuite, une catégorisation discutable des populations : les faibles lecteurs englobent les lecteurs de 1 à 9 livres par an, ce qui semble bien large ; les diplômés sont étudiés (sauf *in extremis* après « démonstration faite ») indépendamment de leur âge, des disciplines ou des filières suivies.

Troisièmement, et ici le bât blesse vraiment : une lecture biaisée, borgne (qui ne voit que d'un œil, que d'un côté) des résultats obtenus. Prenons le tableau 1², pour les besoins de sa démonstration, Claude Poissenot retient comme déterminant les moyennes d'inscription selon le niveau de diplôme : le différentiel d'inscription entre les lecteurs intensifs peu ou pas diplômés et les lecteurs intensifs ayant le bac ou plus est de 18 (31 % dans un cas, 49 % dans l'autre) ; si on lit le tableau dans l'autre sens (les moyennes d'inscription selon l'intensité des pratiques de lecture pour les peu ou pas diplômés), on arrive à un différentiel de 24 (7 % de faibles lecteurs inscrits, 31 % de lecteurs intensifs). Difficile, dans ce cas, d'avancer qu'un élément est déterminant (le niveau de diplôme), mais pas l'autre (les pratiques de lecture). Je ne dis pas que le diplôme ne joue pas, loin de là : je dis qu'il est un des éléments explicatifs parmi d'autres et qu'on ne peut pas l'isoler.

2. Cf. p. 6 du *BBF*, n° 5, 2001.

Car, et c'est ma quatrième observation, le problème de cette « démonstration » est que Claude Poissenot prend la partie pour le tout : il met en avant, contre l'explication par l'engagement dans la lecture, le niveau de diplôme qui est, précisément, un des éléments explicatifs de l'engagement dans la lecture. Il y a un lien étroit entre le capital scolaire et l'intensité de la lecture, comme il y a un lien étroit avec l'âge, le sexe et le facteur urbain (taille de l'agglomération habitée). On pourrait imaginer de jolis tableaux montrant que ce n'est pas l'engagement dans la lecture qui est un facteur explicatif de la fréquentation, mais l'âge³, ou le sexe, ou le lieu d'habitation. Qu'aurait-on démontré ?

L'engagement dans la lecture a des explications multiples et complexes, et changeantes : un environnement favorable (si on vous a lu des livres quand vous étiez petit, si vos copains adorent lire, si vous avez un « marché » auprès de qui tenir des discours sur vos lectures, si vous avez rencontré un adulte « passeur », si d'autres membres de votre foyer sont inscrits à une bibliothèque, si on vous a inscrit en bibliothèque dès votre plus jeune âge, s'il y a près de chez vous une bibliothèque moderne et sympathique, ouverte à des heures qui vous conviennent, etc.) contribue sans doute au moins autant à l'engagement dans la lecture et à la fréquentation des bibliothèques que le niveau de diplôme possédé. Sans oublier que la fréquentation des bibliothèques s'explique souvent par un usage utilitaire, scolaire ou professionnel : le besoin, alors, prime sur l'envie⁴. Sans oublier que le fait d'être inscrit dans

3. Olivier Donnat souligne que « l'inscription dans une bibliothèque est fortement corrélée à l'âge : les 15-19 ans sont aujourd'hui proportionnellement quatre fois plus nombreux à être inscrits que les 55 ans et plus. » (*Pratiques culturelles des Français : enquête 1997*, Paris, La Documentation française, 1998).

4. Je reprends, dans cette réponse, la formule de Claude Poissenot « l'engagement dans la lecture ». Dans mes propres travaux, j'utilise la formule « le rapport au livre et à la lecture », qui, à mon sens, peut mieux rendre compte du rapport obligé, prescrit, contraint qu'ont certains lecteurs et certains usagers des bibliothèques.

une bibliothèque est un statut provisoire à un moment d'une biographie de lecteur (ici, longue bibliographie disponible). Etc., etc.

Considérations téléologiques

Si je n'ai pas été convaincue par la démonstration statistique, je ne l'ai pas été davantage par les considérations politico-téléologiques. Claude Poissenot écrit, en guise de conclusion : « *Nous avons ainsi montré les obstacles culturels à la fréquentation des bibliothèques. Si une partie de la population n'entre pas dans ce lieu, cela s'explique par le décalage entre leur univers culturel et celui que manifeste la bibliothèque.* » Heureusement que Claude Poissenot nous les « montre », pour que nous puissions enfin examiner les obstacles culturels à la fréquentation des bibliothèques ! Il me semblait pourtant avoir lu, depuis une vingtaine d'années, quelques textes qui mettent en évidence l'étrangeté des bibliothèques, la dimension d'accueil, la question de la familiarisation, les problèmes de choix dans des collections importantes, toutes questions auxquelles sont surtout sensibles les faibles lecteurs (Claude Poissenot dirait les non-diplômés), et qu'on peut englober sous la formule consacrée de « distance culturelle ».

Sans vouloir produire une liste d'exemples qui pourrait occuper tout un numéro du *BBF*, j'évoquerai quelques titres, parmi les plus connus. À tout seigneur, tout honneur : *Publics à l'œuvre* (Jean-François Barbier-Bouvet, Martine Poulain, BPI, 1986), fondateur d'une sociologie des publics des bibliothèques, mettait en évidence « *le savoir-faire et la ruse* » dont les usagers font preuve. En 1988, Martine Poulain publiait *Pour une sociologie de la lecture* (Cercle de la librairie) où elle écrivait : « *Contrairement à cet "illusionnisme social" qui croit que chacun bénéficie de façon identique de l'existence d'institutions culturelles, contraire-*

ment à cet illusionnisme qui pense-rait qu'il suffit de créer partout des bibliothèques pour qu'elles s'ouvrent à tous, l'état de fait veut que l'on ait envie d'entrer là où l'on a repéré un univers proche, familier de ses intérêts, de ses préoccupations. » En 1989, Eliseo Veron (*Espaces du livre et usages de la classification et du classement en bibliothèque*, BPI) analysait les diverses tactiques de repérage et tordait le cou à l'idée que certains types de classement seraient mieux adaptés à certains lecteurs, notamment aux faibles lecteurs ou aux non-diplômés. En 1995, j'ai moi-même publié un ouvrage (*Bibliothécaires face au public*, BPI) qui traitait pour une large part des modalités de l'offre dans les bibliothèques et des incompréhensions qu'elles peuvent susciter. Faut-il poursuivre⁵ ?

Au-delà des analyses d'usage produites par des tiers, les personnes concernées (usagers, non-usagers, anciens usagers) s'expriment sur les bibliothèques. Les anciens usagers des bibliothèques municipales, qui parlent par expérience et non par oui-dire, avancent trois raisons d'abandon de la bibliothèque (« *Portrait de groupe avec (ou sans) bibliothèque* », *op. cit.*) : les modalités de fonctionnement des bibliothèques, le choix des livres, la difficulté à choisir. *Les modalités de fonctionnement* : la durée du prêt, les règles à respecter et surtout les horaires d'ouverture sont des raisons souvent citées. *Le choix des livres* : il existe un *hiatus* entre les genres de livres préférés et la collection ; « *Je ne suis pas sûr de trouver les livres que j'aime* » est une des raisons avancées par ceux qui ont renoncé à leur fréquentation. *Enfin, l'hyper-choix* (le « mur de livres ») qui

5. En relisant cette liste, j'ai scrupule à ne pas citer le travail de Jean-Claude Passeron (« *Images en bibliothèque, images de bibliothèques* », *BBF* 1982, n° 2) qui comprend un important développement sur le « *capital de familiarité indigène avec le lieu et les choses* », indépendant du capital culturel.

est proposé peut être un handicap, surtout pour les faibles lecteurs qui manquent de repères : Eliseo Veron mettait en évidence, en 1989, de multiples pratiques d'appauvrissement de l'offre (une seule salle, un seul rayonnage, une seule travée, le chariot des retours...).

La fidélisation des usagers

Tout ceci devrait nous amener non pas à nous préoccuper principalement de la question des diplômes possédés, mais à améliorer les conditions d'accueil, à créer davantage de familiarité, à diversifier la collection, pour inciter à revenir ceux qui, avec effort, se sont enfin décidés à franchir le seuil de la bibliothèque. La question qui devrait interpellier les bibliothécaires n'est pas, me semble-t-il, la question des diplômes mais celle de la fidélisation : un taux important d'abandon (en moyenne autour de 30 % par an) signifie non seulement la stagnation des chiffres de fréquentation, mais surtout un échec. Si le taux d'inscrits n'augmente plus alors que les bibliothèques continuent à gagner de nouveaux usagers, même dans les quartiers difficiles, même parmi les non-diplômés, c'est parce qu'elles ne gardent pas tous leurs usagers actifs. Le taux d'abandon, c'est aussi le signe de l'échec de la politique de démocratisation culturelle. Échec partiel, échec provisoire, échec local ? Échec dû à l'offre, aux modalités de l'offre, aux modalités de fonctionnement des établissements ? Échec dû à la difficulté de rapprocher les univers culturels ? C'est là-dessus qu'il faut travailler. Mais mettre en accusation, en guise de toute explication, la culture élitiste de « *certaines groupes sociaux dominants* » (les diplômés ?), est-ce faire avancer la réflexion ? L'importante question de l'offre et de la demande (ici aussi, longue bibliographie) mérite plus de nuances et moins d'idéologie.

Octobre 2001

À PROPOS DE L'EXPLICATION SOCIOLOGIQUE DE LA FRÉQUENTATION DES BIBLIOTHÈQUES

Christophe Evans

Chargé d'études en sociologie
au service Études et recherche
de la Bibliothèque publique
d'information
christophe.evans@bpi.fr

Jean-François Hersent

Responsable des études à la
Direction du livre et de la lecture
jean-françois.hersent@culture.gouv.fr

La lecture de l'article de Claude Poissenot « Penser le public des bibliothèques sans la lecture ? », publié dans le n° 5-2001 du *BBF*, nous laisse perplexes. Comme beaucoup, sans doute, nous souscrivons volontiers sur le fond à la plupart des positions qui y sont affichées. Notamment celle qui entend ne pas oublier d'envisager la fréquentation ou la non-fréquentation des bibliothèques à l'aide d'indicateurs autres que ceux qui concernent le rapport à la lecture, ou encore celle qui vise à prendre en compte l'ethnocentrisme lettré à l'œuvre dans ces institutions culturelles et à reconsidérer la question des obstacles à la fréquentation avec un regard distancié. La forme de sa démonstration appelle cependant quelques remarques.

Question de méthode

Les comportements sociaux, surtout lorsqu'ils sont appréhendés sous le seul angle de l'enquête quantitative, comme c'est ici le cas, donnent par moment l'illusoire impression de ne pouvoir échapper à certaines règles universelles. Ainsi, depuis les années 1950, la grille classique - diplôme, âge, sexe, catégories socio-professionnelles, taille de l'agglomération de résidence -, qui s'était imposée dans toutes les branches de la sociologie, a été la référence des premières enquêtes sur la lecture, les imprégnant fortement et pour longtemps de l'approche statistique et quantitative. Bref, il s'agissait de souligner l'influence des caractéristiques socioculturelles des populations sur leur rapport au livre.

Pour notre part, il nous semble - et sur ce point il ne devrait pas y avoir de désaccord avec Claude Poissenot - que toute tentative d'expliquer les faits sociaux selon une méthode fataliste ou mécaniquement déterministe, vers laquelle porte naturellement l'approche statistique et quantitative, risque d'être une solution de facilité sur le plan intellectuel, et une échappatoire devant la difficulté de l'analyse et de l'interprétation qui doit en découler. La sociologie de la culture a su s'émanciper des explications univoques qui ne sauraient rendre compte d'un phénomène social résultant d'un enchevêtrement complexe de facteurs et de mobiles étroitement imbriqués, et agissant les uns sur les autres. Ce qui, à preuve du contraire, est le cas de l'engagement dans la lecture, pour reprendre l'expression de Claude Poissenot, et conséquemment, en partie, de la fréquentation d'une bibliothèque.

Encore une fois, pour l'analyse sociologique, rien n'est jamais *intégralement* inscrit d'avance dans la réalité. Les facteurs matériels, économiques, démographiques ou sociaux sont toujours subordonnés, sous forme labile et complexe, aux représentations collectives des groupes sociaux qui, à leur tour, réagissent - jusqu'à un certain point - sur les consciences individuelles, les réfractent, les façonnent ou les transforment. Qu'on se souvienne justement des enquêtes pionnières de Nicole Robine, citées par Claude Poissenot, sur la place de la lecture chez les jeunes travailleurs : elles montraient combien le rapport au livre pouvait être différent d'un individu à l'autre, alors même que tous les jeunes inter-

rogés appartenait au même milieu et partageaient pour l'essentiel les mêmes valeurs¹. Au début des années 1990, Bernard Lahire arrivait aux mêmes conclusions concernant les rapports à l'écriture et la lecture en milieu ouvrier et populaire. De son côté, François de Singly a montré combien le rapport à la lecture pouvait être différent, à l'âge de l'adolescence, entre des enfants à qui la mère avait l'habitude, quand ils étaient petits, de lire des livres avant qu'ils s'endorment et des enfants, de milieu socioculturel identique, qui n'avaient pas bénéficié de cette attention.

En sociologie, la nuance est de rigueur

Bref, en sociologie, comme dans les sciences sociales en général, la nuance est souvent bonne conseillère. Plus précisément, il est important de garder le cap en ce qui concerne l'ordre des priorités intellectuelles, surtout quand il s'agit de distinguer le général du particulier. Si, par exemple, le public des événements sportifs ne peut être pensé uniquement « *par le rapport au sport* », comme l'avance Claude Poissenot, il faut reconnaître que la corrélation est tout de même très forte entre les deux. Même dans le cadre du récent match de football entre la France et l'Algérie – lequel avait une dimension identitaire, voire politique, indéniabile – il y a fort à parier que la grosse majorité des spectateurs présents dans l'enceinte du Stade de France étaient concernés par le sport à plus d'un titre (connaisseurs ; spectateurs télé ou « terrain » assidus ; pratiquants ; anciens pratiquants...). La proportion des amateurs occasionnels, des spectateurs d'un soir, des égarés ou des agitateurs-opportunistes n'était sans doute pas négligeable, elle ne doit pas moins être

replacée à bonne échelle : la partie n'est pas le tout !

Le rappel de ces quelques considérations méthodologiques nous conduit dès lors à affirmer notre désaccord avec Claude Poissenot. Il ne s'agit pas de dénigrer l'apport tout à fait intéressant de son travail pour rechercher les causes de la désaffection des bibliothèques. Il s'agit simplement de dire qu'on ne saurait s'appuyer sur une seule source d'explication pour rendre compte de cette non-pratique culturelle. Rappelons ce qu'écrivait Max Weber à propos de la méthode à suivre dans les sciences de la culture : « *La signification de la structure d'un phénomène culturel et le fondement de cette signification ne se laissent tirer d'aucun système de lois, si parfait soit-il, pas plus qu'ils n'y trouvent leur justification ou leur intelligibilité, car ils présupposent le rapport des phénomènes culturels à des idées de valeur [...]. Le concept de culture est un concept de valeur*². » Plus près de nous, dans une perspective différente mais qui prolonge en un certain sens cette réflexion de Weber, Pierre Bourdieu s'est attaché à mettre en lumière les mécanismes de fonctionnement du rapport à la culture. Sa réflexion nous semble un fil à suivre pour tenter de comprendre, au-delà de l'analyse empirique qui vient d'être présentée, les racines profondes du rapport à la lecture et, au-delà, de la non-fréquentation des bibliothèques.

L'habitus contre les chiffres

L'apport de Bourdieu consiste précisément à dévoiler comment la culture, non seulement exprime mais, plus fondamentalement, contribue à constituer et reproduire les structures sociales de domination en légitimant leurs fondements. Mais la

domination culturelle n'est jamais totalement ni définitivement assurée, et c'est pourquoi elle doit toujours s'accompagner d'un travail d'inculcation dont les effets ne sont jamais univoques. Cette inculcation, pour réussir, dépend en bonne part de l'incorporation chez les individus de ce que Bourdieu appelle l'*habitus*. Il faut entendre par là un système de dispositions durables et transposables qui résultent de l'exposition cumulative à des conditions et des conditionnements sociaux particuliers et qui fonctionnent comme « *grammaire génératrice de pratiques* ». C'est l'*habitus* – et non le *sens commun* – qui postule que « *des goûts et des couleurs, on ne discute pas* », et qui guide et explique la cohérence des pratiques culturelles quotidiennes : goûts de l'alimentation, de l'habillement, de l'équipement domestique, des œuvres d'art, des habitudes de consommation et des activités de loisirs, mais également les formes de sociabilité et même les opinions politiques. Par ces pratiques, les agents sociaux se font concurrence pour se distinguer en s'appropriant des biens culturels de distinction.

Quand, par ailleurs, Claude Poissenot constate à l'aide de croisements statistiques que « *les lecteurs intensifs faiblement diplômés détiennent moins souvent une carte de BM que les plus diplômés* », et qu'il en conclut : « *Il existe bien, indépendamment de l'investissement de la lecture, un effet de l'ancienneté de la fréquentation de l'institution scolaire sur la fréquentation des bibliothèques* », nous entrevoyons un raccourci un peu brusque qui fait, entre autres, l'économie du genre de livres lus. On sait en effet que les lecteurs intensifs faiblement diplômés ont souvent des goûts, des pratiques ou des représentations qui les différencient considérablement des lecteurs intensifs diplômés ou fortement diplômés. Il est sans doute plus judicieux de tenter de faire apparaître le lien qui va permettre de réunir toutes

1. Nicole Robine, *Les jeunes travailleurs et la lecture*, Paris, La Documentation française, 1984.

2. Max Weber, *Essais sur la théorie de la science*, Paris, Plon, coll. « Agora », 1965 [rééd. Presses Pocket, 1992], p.154. C'est l'auteur qui souligne.

ces variables plutôt que de vouloir à tout crin tenter de les isoler artificiellement et de postuler un effet propre et généralisé du diplôme vraiment indépendant du rapport à la lecture. L'engagement intensif dans un genre de livre donné (la science-fiction, la bande dessinée, le roman policier ou les *best-sellers* par exemple), un niveau de diplôme peu élevé et la non-fréquentation d'une bibliothèque peuvent ainsi être insérés dans une triangulaire qui fait que les personnes qui sont porteuses de ces caractéristiques ne se reconnaissent pas nécessairement dans les bibliothèques, puisqu'elles pensent ne pas faire partie de leurs publics « naturels » (ce que rappelle Claude Poissenot).

Quant au profil de lecteur intensif faiblement doté sur le plan scolaire et amateur de genres légitimés, on se doute qu'il est statistiquement rare. Deux chiffres issus du premier tableau paru dans l'article en question nous paraissent éloquents au demeurant : 27 % « seulement » des petits lecteurs titulaires d'un diplôme post-

bac sont inscrits en BM (score le plus haut pour cette catégorie de lecteurs), alors que 31 %, « déjà », des lecteurs intensifs sans diplôme ou titulaires d'un certificat d'études sont pour leur part inscrits (score le plus bas pour cette catégorie).

Il y a tout lieu de penser qu'au-delà des facteurs qui sont apparus déterminants dans l'enquête pour expliquer la non-fréquentation des bibliothèques et qui tiennent aux conditions de l'offre (éloignement de la bibliothèque, locaux mal adaptés, horaires qui ne conviennent pas, manque de choix – ou, au contraire, trop de choix – ou de nouveautés, etc.), ce qui est déterminant dans la non-pratique de la bibliothèque (ou son abandon) relève d'un certain nombre de causes qu'il ne sert à rien d'additionner les unes aux autres, si l'on n'a pas compris auparavant les mécanismes de formation de l'*habitus* : le rapport à la lecture, le niveau de diplôme, le sexe, la filière scolaire, l'activité professionnelle. Ces éléments dépendent tous, à un degré ou

à un autre, des conditions spécifiques de formation de l'*habitus* chez les individus.

Enquêter sur les conditions de l'accueil, sur les modalités de familiarisation puis de fidélisation des usagers avec la bibliothèque, avec l'univers de l'écrit, les livres, les problèmes de choix de collections et de leur classement – toutes questions déjà mises en lumière par l'enquête sur la fréquentation des bibliothèques du début des années 1980, dirigée par Jean-Claude Passeron³ –, bref, se pencher sur tout ce à quoi les faibles lecteurs sont bien souvent sensibles, peut révéler des pistes insoupçonnées pour lever les incompréhensions et les réticences de tous ceux dont l'*habitus* fait qu'ils restent éloignés du monde de la culture, et susciter des vocations de lecteurs et d'usagers des bibliothèques.

Octobre 2001

3. Cf. Patrick Parmentier, « Les genres et leurs lecteurs », *Revue française de sociologie*, 1986.

LA BIBLIOTHÈQUE ET SON PUBLIC, GRANDEUR NATURE

Dominique Tabah

Directrice de la bibliothèque
municipale de Bobigny
bibliotheque.etriolelet@ville-bobigny.fr

Monsieur Poissenot, vous tentez d'éclairer les bibliothécaires sur les raisons de la stagnation de la fréquentation des bibliothèques, dont le taux d'inscrits ne dépasse guère le cap des 18 % de la population nationale en moyenne. Et vous avancez l'hypothèse – en vous appuyant sur les résultats de l'enquête *Les pratiques culturelles des Français* – que l'intérêt manifesté pour la lecture ne suffit pas à expliquer la fréquentation d'une bibliothèque, mais qu'il faut aussi en chercher les clefs du côté de la position occupée dans la hiérarchie des diplômés.

Ce public de diplômés serait le mieux représenté parmi les inscrits, constat généralement admis par les bibliothécaires, et probablement partagé par l'opinion publique. Nul n'ignore les effets de la formation, du parcours scolaire, du niveau d'études sur la maîtrise de la lecture et le rapport à l'écrit et aux livres, qui rendent plus familier et plus aisé l'usage des services d'une bibliothèque.

Je crains que votre thèse ne fasse que conforter des évidences et ne nous renseigne qu'assez peu sur les disparités de cette fréquentation, qu'il faudrait analyser à la lumière

d'un ensemble de facteurs, en croisant les données relatives à la nature des services proposés (implantation des équipements, politique documentaire...), aux aspects qualitatifs liés aux projets culturels et éducatifs mis en œuvre ici ou là et aux actions en faveur de la lecture qui ont valeur d'expérimentation et viennent contrebalancer le jeu des déterminismes inéluctables, sans compter l'éloquence de parcours singuliers et exemplaires. Autant de pistes de réflexion pour exercer notre mission avec une plus grande efficacité sociale.

Ce qui me paraît plus grave et plus discutable, au-delà du constat que vous faites de la surreprésentation des diplômés et de l'image que renvoie la bibliothèque aux non-usagers, celle d'un « univers de lettrés » qui leur serait étranger, c'est le discours sous-jacent, les interprétations suggérées et les conclusions auxquelles vous semblez aboutir sur la conception même de la bibliothèque, ses fondements et ses missions, sur la faillite du rôle de démocratisation, d'intégration et de résistance au processus d'exclusion que peuvent jouer les bibliothèques.

La faillite du projet démocratique

La bibliothèque serait une institution qui *distingue* plutôt qu'elle ne *rassemble* les membres du corps social en fonction de leur origine et de leur niveau scolaire, dans la droite ligne des théories bourdieusiennes de la reproduction. Vous écrivez : « *Le public [des bibliothèques] ne reproduit pas en modèle réduit la population qu'elles desservent.* » Certes, qui pourrait le contester ? La conquête de nouvelles couches d'usagers ne va pas de soi, mais passe effectivement par une politique volontariste, des formes d'engagement s'appuyant sur une véritable démarche culturelle et éducative.

J'aimerais à mon tour vous soumettre en contrepoint quelques

chiffres de « microsociologie » qui me paraissent instructifs et contrastent avec les résultats nationaux.

Un contre-exemple : Bobigny

La ville de Bobigny offre un réseau de bibliothèques (un équipement central de 3 600 m², une bibliothèque de quartier de 700 m² et un bibliobus pour 44 000 habitants) qui la classe parmi les villes les mieux dotées en matière d'équipements. Les dépenses par habitant en personnel et en acquisitions ainsi que les sommes consacrées à l'action culturelle la placent également au-dessus de la moyenne. L'ambition affichée de la bibliothèque de s'inscrire dans une logique de démocratisation culturelle et de conquérir le public le plus large s'est manifestée par un travail renforcé de communication et de médiation, par l'aménagement vivant et convivial des espaces et par l'organisation d'actions culturelles et éducatives audacieuses favorisant l'accès du plus grand nombre à une offre de qualité.

Bien que la bibliothèque ne dispose pas encore de collections multimédias ni d'accès aux nouvelles technologies de l'information et de la communication, et que ses activités soient essentiellement centrées sur la lecture et l'écrit, le nombre de ses emprunteurs - 23 % de la population - est de 5 points supérieur à la moyenne nationale. Et plus d'un tiers des habitants ont pris leur carte à la bibliothèque au cours des deux dernières années, même s'ils empruntent irrégulièrement.

D'origine modeste, peu diplômée, cumulant les handicaps sociaux et culturels, cette population, loin de ressembler au profil type des usagers que vous décrivez, est composée de 29 % d'ouvriers (et chez les actifs de sexe masculin, ce taux passe à 44 %, soit un peu moins d'un homme sur deux) et de 40 % d'employés. Le taux de chômage dépasse les 21 % et celui

de la population étrangère est de 23 %. Le nombre de diplômés est faible, inférieur à la moyenne nationale : 30 % des Bobyniens n'ont aucun diplôme, 23,5 % ont un CAP ou un BEP, 11 % un baccalauréat ou un brevet professionnel, 6 % un diplôme « bac + 2 », 4,8 % un diplôme supérieur.

Un deuxième résultat concernant la fréquentation des usagers de nationalité étrangère est significatif du rôle d'intégration que peuvent jouer les bibliothèques : 27 % des ressortissants du Maghreb sont inscrits alors que ceux de nationalité française ne représentent que 19 %.

Ne croyez-vous pas non plus que la bibliothèque est un des lieux où, dans la cité, se côtoient des publics de toutes générations, de toutes origines, où la mixité sociale est la plus forte ? Je prendrai pour exemple l'auditoire des récents débats organisés par la bibliothèque sur les questions de citoyenneté et de culture d'origine, l'un avec Jules Roy, l'autre avec Dominique Schnapper. Ces débats réunissaient à la fois jeunes beurs et vieux immigrés, parents analphabètes et enseignants, français et étrangers.

Sur la question des adolescents, vous déplorez l'inadéquation qui existerait entre leurs attentes ou leurs goûts et les collections et services offerts par les bibliothèques. Des chiffres à nouveau : 36 % des 14-20 ans ont leur carte d'inscription à la bibliothèque de Bobigny et ils sont encore plus nombreux à s'y rendre pour travailler, bouquiner sur place, feuilleter la presse, lire des BD ou tout simplement s'y donner rendez-vous. La bibliothèque fait naturellement partie de leur paysage, de leurs habitudes. Ce public est si massivement présent que le personnel craint parfois qu'il n'en « chasse » un autre. Preuve en est le brouhaha d'une salle de lecture bondée d'adolescents un mercredi après-midi !

Les projets qui leur sont destinés - organisation d'un prix littéraire dont ils forment le jury, publication d'un journal de critiques de romans dont

ils sont les auteurs, rencontres avec des écrivains – sont riches d'enseignement sur leurs appétits de lectures et leur capacité à défendre un point de vue, et démentent les discours communément répandus tels qu'« ils ne lisent pas ». Les enseignants eux-mêmes ont été frappés de découvrir parmi leurs élèves en échec scolaire et faibles lecteurs des talents qui ne s'étaient pas révélés dans le cadre scolaire. Ces projets ont aussi favorisé un autre usage de la bibliothèque, des formes de lecture plus libres qui échappent à l'obligation scolaire : la possibilité d'apprendre à se repérer, à se construire des itinéraires *personnels*. Et c'est avec le temps que l'on mesure les effets de telles entreprises.

Plus généralement, comment expliquer la multiplication des demandes de stages ou de formations sur l'accueil des publics dits « difficiles » ? Demandes qui semblent bien confirmer que ce ne sont pas uniquement des « bac + 5 », loin s'en faut, qui fréquentent les bibliothèques !

Je crains aussi que votre discours n'alimente la position des détracteurs de la gratuité : « Puisque la bibliothèque ne profite qu'aux nantis, ils peuvent donc payer puisqu'ils en ont les moyens ! » Et les autres préféreraient acheter leurs livres à l'abri du regard des bibliothécaires de crainte d'être jugés ! Pourtant, lorsqu'il a été question d'instaurer un droit de prêt, le public a défendu avec la plus grande clairvoyance les valeurs qui fondent le service public de la lecture : lieu de résistance aux inégalités, espace de découverte et d'expérimentation, luxe de pouvoir emprunter des ouvrages onéreux, soutien à la réussite scolaire, possibilité pour le citoyen de se forger librement une opinion...

Si les bibliothèques sont rarement au premier rang des revendications des administrés, une fois qu'elles existent, ils en connaissent le prix et la valeur. Une récente consultation organisée par le maire de Bobigny faisait ainsi ressortir que la bibliothèque était parmi les équipements les plus appréciés.

Les bibliothèques « temples de la lecture »

L'appellation de « médiathèques » dont on a rebaptisé les bibliothèques traduit en fait une mutation profonde de leurs missions et un nouveau développement de leurs activités. L'organisation des services, l'aménagement des espaces, la nature des collections invitent à une multiplicité d'usages.

L'introduction de nouveaux supports croisant texte, image et son favorise un accès élargi aux biens culturels, aux œuvres, au savoir et à l'information sur un mode de renvoi réciproque, et contribue à leur donner une image encore plus populaire.

Et si la lecture et le livre continuent d'avoir la part belle et demeurent le socle des activités qui sont pratiquées en bibliothèques (les livres constituant encore la majorité des emprunts), les raisons de les fréquenter et les manières d'y lire sont infiniment variées et bien éloignées de la seule lecture « savante » ou « lettrée » que vous évoquez.

On vient aussi bien y lire les quotidiens et les magazines que consulter Internet, se remettre à niveau, apprendre à faire un CV, chercher une recette de cuisine, des éclaircissements sur un texte de loi ou sur des formalités juridiques ou administratives, chercher des réponses à un problème familial ou des conseils de bricolage ou de jardinage, ou encore se former aux nouvelles technologies, écouter des lectures de textes à haute voix... La liste est longue et les questionnements infinis.

À des degrés divers, tous, quel que soit le milieu dont ils sont issus, font de la bibliothèque cet usage multiple.

L'offre documentaire et le mode de classement

Vous incriminez la composition des collections, réelle ou soupçonnée, leur mode de classement et leur présentation qui, selon vous, ne

correspondent ni aux aptitudes ni aux attentes de certaines catégories d'usagers, notamment ceux qui ne franchissent pas la porte des bibliothèques.

Je vous répondrai en plusieurs points :

- les désirs, les aspirations, les goûts des lecteurs sont des réalités infiniment complexes dont ne peuvent rendre compte les seules statistiques, sinon pour indiquer des tendances très générales ;

- les études sur les parcours de lecteurs, l'observation quotidienne des comportements de lecture dans les bibliothèques sont révélateurs de l'éclectisme de leurs choix, choix qui, loin d'être uniquement calqués sur la hiérarchie des diplômes, sur le statut social ou économique des usagers, sont motivés par des aspirations très variées : l'épanouissement personnel, le désir d'émancipation, la curiosité, le divertissement, le questionnement, la relation d'amateur ou tout simplement le hasard de découvertes. Les bibliothèques sont là pour servir les *individus* dans leur cheminement personnel plutôt que des « ensembles » aux mêmes caractéristiques sociologiques.

Vous reprochez aussi une forme d'élitisme aux collections, lesquelles auraient un caractère « trop intellectuel », privilégiant « les œuvres de l'esprit », valorisant les idées et les connaissances : une culture de classe qui s'opposerait à la culture populaire. Pourtant, les bibliothèques seraient doublement fautives et coupables si elles ne prenaient comme seul critère que l'environnement social pour constituer leurs collections.

En privant le public des quartiers défavorisés d'ouvrages, d'œuvres où circulent la pensée, les idées, la création vivante, elles témoigneraient d'une forme de mépris, de condescendance à l'égard de ses aptitudes et de ses capacités. Ce serait manquer au principe d'égalité d'accès qui fonde la bibliothèque en excluant doublement ce public, socialement et culturellement.

Ce serait aussi faillir aux responsabilités d'un service public que de ne pas acquérir certains livres de qualité et de ne pas soutenir les éditeurs qui prennent des risques en publiant ces livres, et n'obéissent pas à la seule logique commerciale, aux lois du marché et aux coups médiatiques.

L'efficacité sociale d'une bibliothèque ne se mesure pas au nombre de ses clients, mais à l'élargissement du cercle de ses lecteurs.

Le choix des collections résulterait, dites-vous, du profil et de la formation des personnels, du décalage entre leurs univers culturel et intellectuel et celui du public. En effet, l'exercice du métier de bibliothécaire requiert des aptitudes intellectuelles, la capacité de repérer, de discerner, de trier, de sélectionner, de juger du contenu des documents pour offrir un choix raisonné, pluraliste, éclectique, sans pour autant préjuger des styles, des formes ou des genres.

Choix qui n'est pas le simple reflet d'une production éditoriale mais vise à assurer une représentation plus juste des courants de pensée, des formes de création, de la diversité des civilisations, des cultures, des plus marginales aux plus classiques.

Revendiquer la dimension intellectuelle de cet exercice ne signifie pas pour autant que les personnels aient des formations similaires, nombre d'entre eux étant issus de la promotion sociale, ayant des parcours d'autodidactes, et une expérience de lecture, personnelle et authentique, qu'ils ont envie de transmettre et qui les rapproche des usagers. En revanche, et heureusement, il n'est pas nécessaire d'appartenir au même monde pour pouvoir dialoguer, trouver un langage commun. La lecture est, par excellence, l'expérience de l'altérité, de la découverte de l'autre, de ce qui nous emmène ailleurs.

Faudrait-il qu'un psychologue scolaire ou un enseignant aient grandi en banlieue pour comprendre des élèves de ZEP ?

Enfin, vous évoquez l'obstacle du classement, qui renverrait à un ordre impénétrable pour ceux qui n'ont pas l'habitude de manier les catégories et l'abstraction. Que dire ? Sinon qu'il faut bien ranger les collections, les ordonner de façon cohérente en adoptant un mode de classement. Nombre de bibliothèques savent déroger aux règles sacro-saintes de la Dewey en créant des ensembles par pôle d'intérêt et en la « trahissant », ou plutôt en la traduisant dans un langage simple et clair et en des termes plus modernes. Des efforts considérables ont été faits en matière de signalisation, de modes d'emploi par l'exemple, de pages d'accueil sur écran et de visites personnalisées qui rendent le classement moins obscur.

Mais là n'est pas le seul mode d'accès aux collections.

La fantaisie, les rapprochements insolites, le désordre « installé » sur les tables de présentation, à l'instar des librairies, la « mise en scène » des collections sur un thème ou un genre contribuent, avec l'édition de bibliographies et de catalogues (dont on peut admirer la qualité esthétique et l'originalité des contenus) à ouvrir des pistes, à éveiller la curiosité, à mettre en appétit et à séduire le flâneur. Vous en appelez au marketing ? Gageons qu'il s'agit bien là de la mise en valeur des richesses d'une collection.

Enfin, et c'est là l'essentiel, le métier de bibliothécaire est avant tout celui d'un « passeur ». Cette capacité à converser avec les usagers sur un mode d'écoute, de conseil et d'échanges réciproques est la clef de la réussite pour faire de la bibliothèque un espace convivial, hosi-

talier, vivant. Comme le disent les Balbyniens, un lieu « où l'on a envie de revenir parce qu'il s'y passe toujours quelque chose de nouveau, d'inattendu ».

De l'universalité du projet

Qu'auraient fait Georges Brassens, *pauvre bougre*, Azouz Begag, *le gone du chaâba*, Albdelkader Djemâï, fervent des romans de la *Bibliothèque verte*, ou Kamel Khelif, qui a trouvé sa voie en lisant la vie de Van Gogh – pour n'en citer que quelques-uns –, sans les bibliothèques ?

Ils disent tous que les livres qu'ils y ont découverts par hasard, au gré de leurs pérégrinations dans les rayons, leur ont été vitaux. Et chaque jour, nous entendons, de la part d'usagers anonymes, le même discours. Rien n'est joué d'avance. Les livres d'une bibliothèque sont comme des petits cailloux dont on ignore la destinée.

Rassembler la mémoire des hommes pour la donner en partage est une manière de servir la démocratie en mettant à la disposition de chacun les armes de l'intelligence, de la culture et de la réflexion. Ces espaces où circulent les idées, les mots et la langue entre tous, ces lieux de rencontres sont précieux aujourd'hui, alors que se développent des formes d'enfermement et de repli communautaire.

Je crains que les doutes que vous émettez sur l'efficacité du principe d'universalité dont sont porteuses les bibliothèques ne fassent que renforcer les risques de ghettoïsation et les dangers d'une société à deux vitesses.

Je vous invite à venir voir « en grandeur nature » le public de la bibliothèque de Bobigny.

Novembre 2001

LE COMBLE DU BIBLIOTHÉCAIRE

Dominique Lahary

Directeur de la bibliothèque
départementale du Val d'Oise
dominique.lahary@valdoise.fr

Ainsi donc l'article de Claude Poissenot suscite les passions. Mon premier mouvement est de m'étonner de cette passion, puisque les questions qu'il pose peuvent être débattues et le cas échéant critiquées par les armes de la raison et l'épreuve des faits. Mon second est de voir dans cette passion le signe qu'il touche un point sensible chez les bibliothécaires, et que ce premier mouvement, pour compréhensible qu'il soit, mérite d'être dépassé par le développement d'un débat raisonné et contradictoire.

La thèse de Claude Poissenot se donne pour ce qu'elle est : une hypothèse, fondée sur les macrostatistiques relatives aux pratiques culturelles des Français, et qui demande à être vérifiée. Elle ne peut que nous heurter de front, et sembler à première vue scandaleuse à nombre d'entre nous qui travaillons parfois depuis longtemps - avec sincérité, engagement et la conviction d'une certaine efficacité - à ouvrir les services de lecture publique au plus grand nombre et à s'adresser à toutes les couches de la population. Mais ni la sincérité des engagements professionnels ni la réalité de leur impact, qui reste à mesurer, ne sont ici en cause.

La thèse de Claude Poissenot, qu'une collègue résume brutalement ainsi, pour l'approuver d'ailleurs : « *Les bibliothécaires font des bibliothèques à leur image et attirent le public qui leur ressemble* », mérite d'être examinée.

Lorsque je fréquentais l'école primaire, au tournant des années 1950 et 1960, circulaient dans les cours de

récréation des plaisanteries pas toujours très fines sur le thème du comble. L'une d'elle m'est revenue après la lecture de l'article de Claude Poissenot : « Quel est le comble du cycliste ? C'est de descendre de vélo pour se regarder pédaler. »

Nous ne savons pas toujours, ne voulons pas toujours nous regarder travailler, nous abstraire de notre engagement professionnel pour porter sur notre activité un regard dégrisé. J'ai parfois l'impression que plus nous fondons la lecture publique sur des principes élevés et ne souffrant aucune discussion, dans une sorte de surlégitimation de nos missions et activités, moins nous soupçons ce recul.

Si nous sommes peut-être mal placés pour nous « regarder pédaler », laissons au moins les autres le faire, et considérons que tout regard extérieur, si dérangeant soit-il, n'est pas *a priori* scandaleux, mais au contraire bienvenu.

Prenons donc au sérieux l'hypothèse de Claude Poissenot, qui, rappelons-le, ne concerne explicitement que les masses, non les parcours individuels, qu'il nomme les « *trajectoires improbables* »*, et permettons que des études de terrain en éprouvent la validité et les limites.

Novembre 2001

* Dans l'article « Pour une bibliothèque polyvalente : à propos des best-sellers en bibliothèque publique » paru dans le numéro 189, 2000, du *Bulletin d'informations de l'ABF*, j'avais émis l'hypothèse que la volonté prescriptive des bibliothécaires de lecture publique n'avait qu'un impact marginal en facilitant dans des parcours individuels de lecture des rencontres inattendues. Je pensais que c'était déjà beaucoup.

Ndlr : La réaction de Dominique Lahary relève, me semble-t-il, du malentendu, que la lecture des réponses à Claude Poissenot aura sans doute dissipé. Tout de même, trois questions : des « discussions passionnées » sont-elles incompatibles avec « un débat raisonné et contradictoire » ? Les bibliothécaires devraient-ils pédaler le nez dans le guidon, entre deux rangées de sociologues qui les regarderaient passer ? Tout regard extérieur, certes bienvenu, devrait-il décourager l'analyse critique ? (A.-M. B.)

LE RÉEL ET SES ANALYSES

Claude Poissenot

IUT « Nancy-Charlemagne »
 Université de Nancy 2
 CERLIS - Paris 5
 poissenot@univ-nancy2.fr

C'est avec plaisir que j'ai pris connaissance des réactions suscitées par l'article publié dans le numéro 5-2001 du *BBF*. Je remercie les auteurs pour leurs contributions à un débat intellectuel difficile. Il paraît bon que le *BBF* rende publique cette discussion qui touche aux missions des bibliothèques.

Plutôt que de répondre de façon linéaire aux arguments développés dans les textes ci-dessus, je propose une réflexion sur les relations entre le réel et son analyse.

La science est un point de vue

L'une des critiques est que mon analyse de la fréquentation prend « la partie pour le tout ». À force d'isoler l'effet du diplôme, je pourrais donner le sentiment d'oublier que le sens de la venue ou non en bibliothèque ne se limite pas à cette dimension. Je suis de ceux qui pensent que le réel est infini¹ et je reste en total accord avec ce que j'écrivais dans *Les adolescents et la bibliothèque* (BPI, 1997, p. 111) : « Comme l'affirme R. Aron (in *La sociologie allemande contemporaine*, Paris, PUF, 1966, p. 82) rappelant les idées de Rickert : "Le monde sensible est infini, aucune connaissance ne peut l'épuiser". Il n'en demeure pas moins que, sauf à n'étudier que le singulier, toute entreprise scientifique vise à réduire l'infinie variété du réel pour le rendre intelligible. » Le progrès scien-

tifique passe notamment par la focalisation sur un aspect du réel, ce qui implique de ne pas s'intéresser à d'autres aspects qui le composent pourtant. Il convient donc de distinguer le statut épistémologique du réel de son statut ontologique. Dans le premier cas, le réel est réduit par une question qui lui est posée, c'est un objet (conformément à la célèbre formule de Ferdinand de Saussure : « *Le point de vue crée l'objet* »). Dans le second cas, le réel est infini et difficile à connaître. Une théorie ou une hypothèse n'est pas réfutée parce qu'elle est incapable de cerner la totalité du réel. Une hypothèse est rejetée quand le réel ne se compose pas de ce qu'elle présupposait.

Pour en revenir à la fréquentation des bibliothèques, la totalité de cette réalité est inaccessible, car il faudrait simultanément non seulement tenir compte des « *conditions spécifiques de formation de l'habitus* », mais également de toutes les modalités de l'offre des bibliothèques, de l'état du marché du livre, de la psychologie des individus, etc.

L'analyse statistique facilite la nécessaire réduction du réel, car elle permet de focaliser l'observation sur un nombre limité de facteurs. Dans le texte qui fait débat, j'ai montré que la réalité de la non-fréquentation s'expliquait autant par le niveau de diplôme que par l'engagement dans la lecture. Jusqu'alors avait été établie la relation entre le niveau de diplôme et la fréquentation des bibliothèques. J'apporte la preuve statistique que l'engagement dans la lecture et le type de lecture ne font pas disparaître l'effet du diplôme (par exemple : les lecteurs intensifs peu ou pas diplômés, malgré leur investissement dans la lecture, ont des probabilités moindres de fréquenter une bibliothèque que ceux qui lisent autant et détiennent un diplôme post-bac). Ce

1. Je partage totalement le point de vue de François de Singly quand il affirme : « *L'objectivation ne consiste pas à construire par l'enquête une image du réel qui serait la plus exacte possible. (...) L'objectivité est impossible à atteindre pour deux raisons : le réel est inépuisable, le réel ne peut être décrit que par la médiation de catégories de perception* », in *L'enquête et ses méthodes : le questionnaire*, Paris, Nathan, 1992, p. 19.

résultat ne signifie pas que je réduise la réalité de la fréquentation ou non des bibliothèques à la détention ou non de diplôme, mais que cette réalité est structurée par ce qu'indique le diplôme autant que par le rapport au livre et à la lecture.

La permanence des « obstacles culturels »

L'effet du diplôme sur la fréquentation ou non des bibliothèques, quel que soit le niveau d'engagement dans la lecture, conduit à rappeler le rôle structurant de la position dans la hiérarchie culturelle. C'est ainsi que je retrouve les acquis de tous ceux qui m'ont précédé (Jean-Claude Passeron, Nicole Robine, Martine Poulain, Anne-Marie Bertrand, etc.). Par exemple, en 1981, bien avant que ne soit terminée la vague de construction de nouvelles bibliothèques, Jean-Claude Passeron avait identifié les limites de la multiplication des bibliothèques dans la démocratisation de leur accès : « *En la forme actuelle de ses techniques d'offre comme des contenus offerts, la bibliothèque correspond surtout aux attentes et aux pratiques culturelles des classes moyennes. Les formes d'"animation" dont on l'enrichit aussi. L'augmentation, en surface et en volume, de ce type d'offre accroîtra probablement la "culturalisation" des classes moyennes (intensité des pratiques et nombre d'individus pratiquants). Mais ce réservoir n'est pas inépuisable. On ne peut prolonger la courbe et l'augmentation d'une offre inchangée butera vite sur un effet de plafonnement*². »

2. Jean-Claude Passeron, Intervention au colloque d'Hénin-Beaumont, *Lecture et bibliothèques publiques*, ORCEP, 20-21 novembre 1981, p. 286.

Mon analyse statistique montre le bien-fondé et l'actualité de ce type d'interprétation. La non-fréquentation des bibliothèques s'explique encore largement par l'adéquation ou non des univers culturels des usagers potentiels avec celui (ou ceux) des bibliothèques. Faut-il changer de théorie (inventer l'eau tiède) alors qu'elle explique toujours une large part de la fréquentation ou non des bibliothèques ?

À la bonne question cherchons et valorisons les réponses

Pourquoi les bibliothèques ne parviennent-elles pas à capter une fraction plus large de la population ? Cette question suppose d'abord de renoncer à une forme de fatalisme qui verrait dans les 18 % d'inscrits un maximum atteint. Les comparaisons internationales montrant que les pays anglo-saxons parviennent à capter deux à trois fois plus de population invitent à ne pas succomber à cette tentation.

Mon hypothèse est simple : la bibliothèque sélectionne son public par l'offre qu'elle propose et la manière dont elle le propose. Chaque catégorie de population développe un ensemble de références, de goûts, de demandes, de manières d'agir et de penser qui entrent en contradiction ou en complicité avec ce que la bibliothèque propose ou met en valeur. Expliquer la non-fréquentation des bibliothèques consiste alors à identifier les populations sous-représentées et à cerner ce qui contribue à ne pas les faire venir. Cette approche permettrait de cerner la rareté relative des personnes âgées, des peu diplômés, des hommes ou des salariés du privé, etc. Cette hypothèse

repose sur l'idée qu'il ne faut pas dissocier ce qui relève de la sociologie de ce qui relèverait de la bibliothéconomie. Par exemple : quelles sont les fractions de population les plus intransigeantes sur les horaires d'ouverture ? Pourquoi ? En paraphrasant R. Chartier³, on peut dire que les formes que prennent les bibliothèques produisent du sens et ainsi une forme de sélection.

Ce projet scientifique pourrait s'organiser autour de trois axes de recherche.

On pourrait exploiter les données recueillies par la Direction du livre et de la lecture et mettre en relation les caractéristiques des bibliothèques avec leurs capacités à capter un public nombreux.

La diversité des situations locales forme une richesse à explorer. Il faudrait multiplier les enquêtes permettant de cerner, à partir de situations ciblées, les conséquences des manières d'offrir sur le public capté.

S'il existe des études qualitatives des usagers (inscrits ou non), il serait intéressant de pouvoir disposer de travaux compréhensifs auprès des non-usagers, de façon à mieux connaître cette population et la manière dont elle perçoit l'offre des bibliothèques.

Le débat suscité par mon article a créé une dynamique dont l'énergie pourrait être valablement mise à profit dans ces travaux. C'est le vœu que je formule.

Octobre 2001

3. Roger Chartier, *L'ordre des livres*, Aix-en-Provence, Alinea, 1992.